

“NE TOUCHEZ PAS À NOS RETRAITES ! Aucun consensus avec le gouvernement Sarkozy”

28 mai 2010 - Paris



Nous, travailleurs, militants, jeunes, actifs et retraités, rassemblés à la Mutualité, à Paris, ce 28 mai 2010, dans le meeting pour « NE TOUCHEZ PAS À NOS RETRAITES ! AUCUN CONSENSUS AVEC LE GOUVERNEMENT », après avoir entendu les interventions à la tribune de :

Fatia Bensaïd (conseillère municipale socialiste de Seynoz, 74), Jean Delarue (conseiller municipal des Mureaux, 78), Daniel Bernard (Parti de gauche, deuxième adjoint au maire de Bagnolet, 93), André Yon (adjoint au maire de Boissy-Saint-Léger, 94), Jean Markun, Gérard Schivardi, Daniel Gluckstein, secrétaires nationaux du POI, et une communication de Marianne Longuet, secrétaire de la section PCF de Montereau (77).

Nous affirmons :

Les travailleurs et, avec eux, l'écrasante majorité de la population, rejettent l'attaque lancée par le gouvernement contre nos régimes de retraite.

Le gouvernement, pour faire passer sa contre-réforme, recherche ce qu'il appelle lui-même un « consensus ». Il en appelle à un prétendu débat pour accréditer l'idée d'une réforme inévitable.

Il annonce le dépôt de son projet de loi pour le 20 juin.

Mais déjà, tout le monde sait que ce dernier comprendra :

**LA REMISE EN CAUSE DE L'ÂGE LÉGAL DE DÉPART À LA RETRAITE À 60 ANS ;
L'ALLONGEMENT DE LA DURÉE DE COTISATION ;
LA REMISE EN CAUSE DU CODE DES PENSIONS ET DES RÉGIMES SPÉCIAUX.**

Contrairement à ce dont on voudrait nous convaincre, rien n'est joué. Il est possible et nécessaire de faire reculer le gouvernement. Les travailleurs sont prêts.

C'est maintenant, c'est tout de suite qu'il faut bloquer l'offensive gouvernementale destructrice de nos droits.

De ce meeting, nous nous adressons aux partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie.

Chacun a ses positions. Pour notre part, nous menons campagne pour :

**AUCUNE CONTRE-RÉFORME DES RETRAITES.
AUCUNE REMISE EN CAUSE DE L'ÂGE LÉGAL DE DÉPART À LA RETRAITE À 60 ANS.
AUCUNE AUGMENTATION DE LA DURÉE DE COTISATION.
AUCUNE REMISE EN CAUSE DU CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES
ET DES RÉGIMES SPÉCIAUX.**

**Mais pour bloquer l'offensive qui remet en cause la vie de dizaines de millions de travailleurs,
il faut que tous les partis qui se réclament du mouvement ouvrier et de la démocratie adressent,
d'une même voix, un ultimatum au gouvernement, pour exiger :**

RETRAIT DU PROJET DU GOUVERNEMENT !